

Chronique bibliographique

par Jean-Jacques Pluchart, professeur émérite à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne



Pourquoi les paysans vont sauver le monde?

Sylvie Brunel, Éditions Buchet Chastel, 259 pages.



L'auteure rappelle certains fondamentaux oubliés dans le débat public. « Les terres cultivées n'occupent que 12 % des terres émergées libres de glaces et seulement 2 % de ces

terres sont cultivées intensivement ». Pour produire les 3,5 milliards de tonnes de céréales nécessaires aux 10 milliards d'humains des années 2050, « il faudra augmenter la productivité de 14 % par décennie ». La faim n'a pas disparu : « Près d'un milliard de personnes en souffrent toujours dans le monde. Et en France, 9 millions de pauvres n'ont pas les moyens de faire trois repas corrects par jour »... L'auteure dénonce ceux qui stigmatisent l'agriculture française - la « plus performante du monde » - pour promouvoir une filière bio coûteuse en aides publiques, exigeante en main-d'œuvre introuvable et « produisant des denrées qui n'ont pas encore démontré qu'ils sont meilleurs pour la santé »... Elle soutient que le bio a sa place dans les campagnes, mais seulement pour valoriser de petites surfaces. Elle pose des questions déroutantes : pourquoi opposer les modèles? Quels sont les limites des circuits courts? Quels sont les avantages alimentaires du bio? Comment prévenir le retour de contaminations ou de pénuries? Comment mieux protéger les sols, la biodiversité, l'eau?

Dénonçant l'*agribashing*, elle plaide pour une agriculture diverse, responsable et surtout, productive.

Sylvie Brunel est géographe après avoir milité dans l'ONG Action contre la faim.

Les infortunes du juste prix

Véronique Chankovski, Clément Lenoble, Jérôme Maucourant (dir.), Éditions Le bord de l'eau, 235 pages.



Le juste prix est une des questions les plus débattues dans l'histoire des idées économiques. Les auteurs retracent l'évolution de ce concept depuis Aristote jusqu'à l'école de Chicago, en passant par le droit romain, les scholastiques, les caméralistes allemands, les physiocrates et l'école autrichienne. En fonction des courants de pensée, le juste prix est un « bon prix » issu d'un rapport de force négocié, un « prix légal » fixé par un processus institutionnel, un « prix concurrentiel » fixé par la main invisible du marché, un « prix équitable » assurant une juste rémunération du travail, un « prix naturel » reflétant la vraie valeur d'un bien, « un prix raisonnable » contribuant au bien commun, en assurant la prospérité économique et la paix sociale, un « pricing » calculé par un logiciel de place de marché... Le juste prix doit-il être fixé dans le cadre d'une économie libre et ouverte, exempte de fraude et de situation de monopole, et/ou doit-il être fixé par une autorité légitime soucieuse du bien commun? Comme l'expression l'indique, la conception du juste

prix fait appel à l'économie de marché et à la théorie de la justice. Les auteurs en déduisent que le mécanisme des prix est un des fondements du droit naturel.

Les sept auteurs du livre sont chercheurs au CNRS.

Pragmatisme et étude des organisations

Philippe Lorino, Éditions Economica, 356 pages.



Le livre démontre la pertinence du pragmatisme pour l'étude des organisations et de leur management, à l'ère de l'intelligence artificielle et du *big data*. La pensée sur les organisations, de nature académique ou managériale, se partage en deux courants. D'une part, la vision dominante, qui relève du rationalisme cognitiviste, conçoit l'organisation comme une structure logique de traitement de l'information et de la décision, fondée sur des représentations rationnelles de l'action collective. D'autre part, de nouveaux courants de recherche montrent, depuis les années 1990, que cette approche rationaliste sous-estime la nature complexe, mouvante et incertaine des phénomènes organisationnels. Les approches pragmatiques de ces phénomènes reposent sur une critique radicale des dualismes qui détournent les recherches sur l'organisation : pensée / action, représentation / réalité, conception / utilisation, décision / exécution, valeur / faits, fins / moyens etc. Le pragmatisme souligne l'importance de

l'expérience vivante et propose une vision processuelle et relationnelle de l'organisation, vue comme « processus organisant », ou « *organizing* », à la fois incertain et en mouvement, afin d'établir une compréhension collective et opérationnelle des situations rencontrées. Le livre présente les principaux concepts « pragmatistes » (médiation sémiotique, habitude, enquête, transaction, abduction, *valuation*) et les illustre à travers des exemples concrets inspirés de l'expérience managériale de l'auteur.

L'auteur (X-Mines) est professeur émérite à l'ESSEC.

La culture de la croissance, Les origines de l'économie moderne

Joël Mokyr, Éditions Gallimard, 568 pages.



La lecture du dernier livre de J. Mokyr est recommandée en ces temps de crise. Il s'interroge sur les origines de la culture de croissance qui anime la société occidentale et sur les entrepreneurs de croissance qui ont marqué son histoire. Il relativise l'importance des facteurs traditionnellement invoqués - le charbon anglais, la culture protestante, les institutions démocratiques - pour expliquer l'avènement de la société industrielle. Il attribue cette expansion à l'éclosion des savoirs utiles comme moteurs de progrès technique. « La culture technique partagée a changé les attitudes envers le monde naturel, considéré comme domesticable, afin de servir l'intérêt matériel de l'humanité ». L'auteur rappelle les apports des principaux entrepreneurs culturels qui ont marqué l'histoire : Galilée, Bacon, Newton, les philosophes du siècle des Lumières...

Il montre que ces penseurs de la République des Lettres échangeaient leurs idées grâce à leurs livres et leurs lettres et que cette confrontation a permis l'émergence de nouvelles visions du monde réel. C'est la diversité des cultures européennes qui a le plus contribué, au fil des siècles, aux plus grandes avancées scientifiques et techniques. C'est pourquoi il attribue la

« stagnation séculaire » actuelle à l'universification de la culture contemporaine.

Joël Mokyr est un historien économique américano-israélien né aux Pays-Bas. Il est professeur d'économie et d'histoire à la Northwestern University.

Évidences économiques d'hier et d'aujourd'hui

Alain Redslob, Éditions L'Harmattan, 145 pages



Le dernier ouvrage d'Alain Redslob restitue ses réflexions sur l'évolution des recherches en sciences économiques depuis l'Antiquité. Il dégage les influences respectives des principales écoles de pensée et montre leur fertilisation par d'autres disciplines comme la philosophie, la sociologie, l'histoire... Il dresse un tour d'horizon des grands problèmes économiques contemporains. Il s'interroge en particulier sur les effets positifs et négatifs de la mondialisation. Il délivre des idées originales sur les cryptocurrencies, dont il retrace la filiation depuis certaines monnaies antiques. Il se montre raisonnablement optimiste sur l'avenir de l'économie mondiale. « Notre monde n'est encore que sur le pas-de-porte de la maison innovation »... « La mondialisation embrassera d'autres dimensions et épousera une autre chronométrie ».

Alain Redslob est professeur émérite d'économie à l'Université Paris II, auteur de plusieurs manuels de micro et de macroéconomie.

Économie et politique de la concurrence

Emmanuel Combe, Éditions Dalloz, 539 pages



La nouvelle politique de la concurrence exercée par la Commission européenne suscite de plus en plus de controverses, comme en attestent les réactions récentes face au refus de la fusion entre les groupes Siemens et Alstom. Ces débats revêtent d'autant plus d'importance

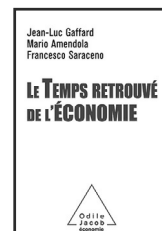
qu'ils conditionnent la politique industrielle du Vieux continent, face à celles de la Chine et des États Unis. C'est pourquoi s'impose la lecture du dernier livre d'Emmanuel Combe, vice-président de l'Autorité française de la Concurrence. L'auteur présente un grand nombre de cas d'ententes entre entreprises (dans les commodities chimiques, les produits d'hygiène, les messageries, les agences de mannequins, la distribution de médicaments vétérinaires, le transport routier, la distribution en gros de produits pour la boulangerie...), d'abus de position dominante (Subutex, revêtements de toiture en zinc...), de contrôle des concentrations (Casino/Monoprix, FNAC/Darty...), de respect d'engagements (maintenance des équipements de distribution électrique, travail temporaire...)...

Ardant défenseur et meilleur spécialiste des règles de la concurrence, E. Combe livre notamment sa réflexion sur la régulation des pratiques et sur les positions dominantes des GAFAs. Avec un grand didactisme, il présente les théories économiques, les textes juridiques et les principaux cas de jurisprudence qui encadrent les comportements des entreprises sur les marchés.

Emmanuel Combe (ENS Lyon, docteur en économie, agrégé de droit et d'économie) est Vice-président de l'Autorité française de la Concurrence.

Le Temps retrouvé de l'économie

Jean-Luc Gaffard, Mario Amendola, Francesco Saraceno, Éditions Odile Jacob, 280 pages.



Selon les auteurs, le temps est ignoré des économistes, ou plutôt, dans la théorie néolibérale, ses échelles sont indifférenciées entre les entrepreneurs, qui « créent » le futur, les investisseurs, qui le « planifient », et les régulateurs, qui en « encadrent » le cours. Les auteurs préconisent de modéliser les multiples temporalités des acteurs sociaux, et d'en saisir les potentialités et les contraintes. Ils revisitent les grandes problématiques actuellement débattues

dans les milieux politiques et économiques : la régulation des différents marchés (industriel, financier, du travail...), les horizons des dettes publiques, les durées des responsabilités... Cette incapacité des économistes libéraux et keynésiens à maîtriser les temporalités, est longuement dénoncée par les auteurs, qui

y trouvent l'origine de l'instabilité croissante des économies et de la société. Ils s'opposent au modèle walrasien de l'équilibre général comme à celui de l'État providence.

Afin de limiter l'instabilité et l'incertitude, ils proposent que les horloges respectives des entrepreneurs, des investisseurs et

des pouvoirs publics, soient conjointement maîtrisées.

est professeur émérite à l'université Côte d'Azur, chercheur à l'OFCE-Sciences Po et à Skema Business School. Francesco Saraceno est chercheur à l'OFCE. Mario Amendola est professeur à l'université Sapienza.

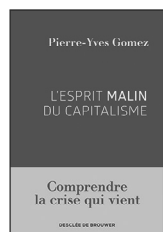
Notes de lectures

par Daniel Bachet, Professeur émérite à l'Université d'Evry Val d'Essonne



L'esprit malin du capitalisme

Pierre-Yves Gomez, éditions Desclée de Brouwer, 295 pages, 2019, 17,90 €.



Selon Pierre-Yves Gomez, « l'esprit malin » du capitalisme relève avant tout d'un projet spéculatif. Cet esprit a saisi la sphère financière, puis l'économie réelle et enfin la société tout entière. En

affectant le travail, la consommation, les entreprises mais aussi les valeurs, il a produit une société « matérialiste, fébrile et fataliste ». De fait, le capitalisme rebondit à chaque crise pour prendre depuis quelques années la forme de la financiarisation, puis de la digitalisation tout en préparant une nouvelle mue.

L'auteur rappelle que la spéculation ne constitue pas cependant une perversion d'un système économique global, un excès dû à la cupidité de quelques-uns ou aux emballements irrationnels des marchés. Il montre que la spéculation est un mécanisme économique qui s'est progressivement généralisé. Le capitalisme est devenu massivement spéculatif à partir des années 1970. C'est désormais son

mode de fonctionnement qui ne correspond pas une logique accumulative classique où les dettes étaient garanties par l'accumulation de capital elle-même assurée par les profits. L'accumulation capitaliste continue de se réaliser à l'échelle planétaire, dans des proportions jamais connues jusqu'à ce jour. Mais selon l'auteur, cette accumulation n'est plus suffisante pour assurer la dynamique du système. Elle se double donc d'une spéculation généralisée sur de prochaines ruptures et transformations radicales concernant les marchés, les produits ou les technologies comme si celles-ci constituaient mécaniquement les supports de nouveaux gains de productivité. Le pari ne se fait plus sur l'avenir mais sur un horizon « révolutionnaire » qui produira un monde économique si nouveau que les dettes que nous accumulons aujourd'hui seront comme résorbées. Qu'il s'agisse de dettes économiques, sociales ou écologiques, elles seront dissoutes grâce aux technologies, aux produits et aux nouveaux modes de vie. Cette croyance optimiste et tonique permet la poursuite des financements y compris des projets qui ne dégagent aucun profit. Il s'agit d'une fuite vers un « avenir économique radieux »

qui assure la dynamique du capitalisme contemporain.

Mais ce capitalisme spéculatif fonctionne pour autant que nous croyions au récit qu'il propose souligne l'auteur. En y croyant, nous consentons à sa logique et nous contribuons, à notre échelle, à le réaliser. Pour en sortir, il faut donc douter radicalement, c'est-à-dire ne plus croire aveuglément qu'il constitue le récit absolu, objectif et définitif de la « réalité » économique et, encore moins, celui de la « réalité » de notre expérience humaine.

Le diagnostic de Pierre-Yves Gomez est le plus souvent pertinent et le lecteur sera sensible à sa très grande culture dans les domaines de l'histoire économique ou de la sociologie. Mais curieusement il n'aborde pas les leviers économiques et institutionnels qui permettraient de chercher les voies d'un autre modèle de développement plus soucieux de l'humain et de la nature.

Si, comme l'auteur le montre bien, la recherche de la maximisation du cours de l'action en bourse devient une obsession et que les détenteurs de capitaux, soutenus par la « technocratie spéculative » et les « bureaucrates du chiffre »,

détiennent l'essentiel des pouvoirs dans les organisations, « l'esprit malin du capitalisme » n'a aucune raison d'être mis en difficulté. L'auteur aurait pu insister sur la nécessité d'assigner aux entreprises et aux banques d'autres finalités que le profit et la seule rentabilité financière. Car la manière de voir et de compter oriente les décisions stratégiques et il aurait été souhaitable de montrer que de nouveaux outils de gestion sont nécessaires pour empêcher les atteintes aux fonctions environnementales essentielles à la survie de la biosphère. De nouveaux outils comptables sont également indispensables pour prévenir les dégâts collatéraux du développement économique sur les humains (risques socio-psychologiques, accidents, coûts de l'insécurité environnementale, etc.). « L'esprit malin du capitalisme » n'appréhende-t-il pas le travail comme un coût qu'il conviendrait de réduire sans cesse alors qu'il est simultanément une source de valeur et de développement ?

De même, la question d'un partage du pouvoir dans les entreprises susceptibles de freiner l'esprit de la spéculation n'est pas vraiment posée par Pierre-Yves Gomez. S'inspirant de la cogestion allemande et de la codétermination dans les pays nordiques, un certain nombre d'auteurs comme Thomas Piketty ou Olivier Favereau ont proposé que les salariés reçoivent au moins la moitié des sièges dans les conseils d'administration des grandes entreprises. À travers cette mesure, les salariés seraient probablement plus impliqués dans la définition des stratégies de long terme des entreprises et beaucoup plus présents et actifs pour limiter le pouvoir démesuré des actionnaires de contrôle et bloquer les intérêts financiers de court terme.

Pour s'opposer à « l'esprit malin du capitalisme » et à ses options spéculatives, ne faudrait-il pas également définancieriser l'économie en interdisant les outils mêmes de la financiarisation : stock-options, LBO (*Leveraged buy-out*) et rachats d'action ?

On peut penser qu'à moyen terme, il serait possible et nécessaire de réformer la fiscalité des bénéficiaires, de mettre en place un calcul des droits de vote lors des assemblées d'actionnaires au prorata de la durée

de détention des titres, d'instaurer enfin une taxe sur les transactions financières, de faire de même sur les ventes des firmes multinationales qui font de l'optimisation fiscale en ne déclarant pas de bénéficiaires, de taxer les GAFAM dans le même esprit. Comme on le voit, des ouvertures auraient pu être mises en avant par l'auteur afin de répondre aux dangers de la financiarisation de nos économies et aux risques d'instrumentalisation du travail et de la nature.

La nouvelle résistance, Face à la violence technologique

par Jean-Hervé Lorenzi, Mickaël Berbebi
et Pierre Dockès, Éditions Eyrolles, Paris,
2019, 17 €.



Les trois auteurs, qui sont des économistes très reconnus au sein de la pensée académique, tiennent dans cet ouvrage un discours prudent et le plus souvent critique à l'égard du progrès technique. Ils rappellent que si la technologie est porteuse d'espoirs considérables, elle peut être également un instrument de domination et d'enfermement dans des univers marchands, opaques et en tout cas peu démocratiques. Ils plaident en conséquence pour une maîtrise de la machine par l'homme et s'opposent ainsi à la déification de la technologie, à l'abandon du pouvoir par les politiques au bénéfice de grandes entreprises technologiques et à l'idée saugrenue selon laquelle des logiciels pourraient se substituer à l'intelligence humaine.

Les auteurs retiennent un certain nombre d'exemples significatifs afin de valider leurs analyses : une finance devenue de plus en plus démesurée dès lors qu'elle est associée à des algorithmes boursiers, une concentration des pouvoirs à travers le renforcement sans précédent d'une économie de monopoles des grandes entreprises technologiques ou encore une valorisation excessive de l'intelligence artificielle comme nouvelle étape souhaitable de la pensée humaine.

L'un des exemples choisis est celui de Tim Berners-Lee, l'inventeur du *World Wide Web*, le réseau mondial ou « la Toile ». Son ambition à l'origine n'était-elle pas d'inscrire dans un projet utopique l'idée d'un monde qui rend chacun accessible aux échanges avec l'autre et qui partage définitivement les connaissances ? Au lieu de cette idée généreuse et coopérative, les rapports marchands se sont développés et ont entraîné des dérives et des effets pervers dans nos sociétés (violence sur les réseaux sociaux, intrusions dans la vie privée et manipulation de l'information).

Les discours publicitaires des géants du web ou « géants du numérique » (Alibaba, Amazon, Apple, Facebook, Google, LinkedIn, Microsoft, Netflix, Twitter, Uber, Yahoo, etc.) tentent malgré tout de rassurer les citoyens. Le modèle sociétal qu'ils proposent est censé découler des innovations technologiques qu'ils réalisent ou envisagent. Le danger est alors de remplacer le politique par la technique et par les règles des marchés (offre, demande et consommation). Or, rappellent les auteurs, le progrès technique et les innovations ne sont pas neutres, ni socialement, ni socialement. Non seulement parce qu'ils façonnent la société, les rapports sociaux mais surtout parce que ces innovations sont générées dans un cadre socio-économique qui les configure. Tout au long de l'histoire, les grandes innovations réalisées par les entreprises à vocation monopoliste ont été conçues et mises en œuvre de telle façon qu'elles renforcent leurs agencements et confortent leurs positions dominantes. De leur côté, les innovations de produits, nées dans des « garages » et portées par des jeunes créateurs de projets, devaient aider à construire un monde conforme aux idées souvent libertaires et émancipatrices de leurs concepteurs. Pourtant, elles sont mises en œuvre aujourd'hui par les géants du Net qui reproduisent de façon toujours élargie leur domination.

Des résistances multiples qui s'organisent

Face au pouvoir de la technologie et des objets techniques interconnectés, les auteurs montrent que la « servitude volontaire » n'est plus simplement contrainte

par des pouvoirs coercitifs mais qu'elle est entretenue par de multiples incitations se révélant incontournables. En ce sens, le changement profond des formes de communication opérées par Internet est d'une ampleur comparable à celle de l'écriture ou de l'imprimerie. Pour y accéder, nombreux sont ceux qui sont prêts à abandonner leurs données privées mais également tout esprit critique, par esprit de confort ou de facilité. Ainsi, dans la vie des affaires ou au cours des transactions marchandes, il existe des systèmes de notation qui renseignent la communauté sur la confiance ou le crédit que l'on peut faire à telle institution ou à telle personne. Mais dans la chaîne de la servitude volontaire, le pouvoir de noter autrui se paye par la soumission à la notation des autres.

Comme l'a bien montré Michel Foucault, il n'y a pas de relation de pouvoir sans résistance. Les auteurs rappellent à cet égard que la résistance est bien plus qu'une action ponctuelle ou une date phare (14 juillet 1789, 18 juin 1940). Elle a parfois pour ambition de proposer une alternative politique, un projet avec une vision sociétale à court, moyen et long terme. De plus, au-delà des différentes façons de résister, les dénominateurs communs à toutes les formes de résistance résident d'une part, dans leur caractère minoritaire et, d'autre part, dans l'ambition vitale de réussir le passage au collectif.

Les auteurs examinent plusieurs visages de la résistance. La résistance contre la surveillance et l'appropriation des données s'est incarnée dans le personnage d'Edward Snowden. « L'affaire Snowden » a été une première étape dans la prise de conscience des dangers que suppose une trop forte négligence dans l'utilisation d'Internet pour le grand public. Elle a aussi permis d'accélérer la démocratisation du « chiffrement » pour mieux protéger les données.

La voie pour la construction d'une véritable alternative aux technologies dominantes est une forme de résistance radicale. L'objectif n'est plus de permettre aux entreprises de corriger leurs pratiques pour améliorer leurs services, mais de les remettre en question par des nouveaux

services ou de nouvelles entreprises. Le projet TOR, par exemple, est une fondation à but non lucratif fondée par sept mathématiciens en 2006. Cette fondation a développé un logiciel libre, TOR (The Onion Router), qui permet l'anonymisation des connexions et des messageries, et donc de se protéger contre une certaine forme de surveillance. TOR est également utilisé pour contourner la censure d'Internet dans certains pays. De même, le logiciel Psiphon, développé depuis 2004, permet aux internautes de naviguer librement sur Internet en contournant les politiques de censure et de filtrage de certains pays en créant un VPN, un réseau privé virtuel. La messagerie open source Calipien propose de centraliser toutes les communications de l'utilisateur (courrier électronique, SMS, réseaux sociaux, etc.) afin d'en simplifier la confidentialité. Dans le secteur des moteurs de recherche, il y a par exemple le français Qwant. Si Qwant admet se financer par la publicité, il assure ne pas tracer ses utilisateurs, garantir leur anonymat et ne pas installer de cookies. Ce positionnement lui a ainsi permis de nouer une alliance avec le navigateur internet Brave Software, qui bloque le pistage et les publicités invasives.

Ces quelques nouvelles initiatives, parfois relevant de la sphère privée, souvent à but non lucratif, incarnent des exemples de résistance contre la surveillance afin que l'utilisateur puisse se réapproprier ses propres données personnelles.

Ouvertures possibles et problèmes non résolus

Les auteurs font un éloge des objecteurs de conscience, c'est-à-dire de toutes celles et de tous ceux qui refusent d'obéir aux ordres lorsque ceux-ci sont en contradiction avec leurs valeurs et avec leur éthique. Ce sont les femmes et les hommes qui ne veulent plus souscrire aux injonctions de la technologie, des Big Tech ou des États qui la manipulent. Il ne s'agit pas d'une résistance luddite qui consisterait à détruire les machines, mais d'une résistance pour imposer une technologie au service de l'homme, et non un homme asservi aux technologies. Selon les auteurs, le remède ne peut venir des voies traditionnelles

politiques car celles-ci sont conditionnées par le pouvoir des grandes entreprises technologiques.

Seule la volonté populaire ou encore le mouvement *bottom-up* devraient être en mesure d'imposer de véritables transformations. L'ouvrage ne prétend pas apporter de solution, ni de programme ou traduction politique de propositions destinées à réguler une situation largement incontrôlable. Il s'agit sans doute de la limite de cet essai dont les présupposés théoriques auraient dû conduire à des remises en cause plus profondes. Car les présupposés ou hypothèses de travail de base sont cohérents. Les auteurs mettent en question non seulement « l'usage » de la technique mais ils montrent bien que les techniques portent à la fois dans leur conception et dans leur matérialité même (comme dispositifs, outils et machines) l'empreinte des rapports sociaux, politiques et économiques dans et sous lesquels elles ont été conçues. Or, ce sont ces rapports sociaux, économiques et politiques qu'ils auraient fallu interroger plus précisément.

Le pouvoir que les États ont confié aux marchés n'était-il pas excessif? De fait, la concentration des marchés s'est accrue depuis plusieurs décennies. N'est-ce pas ce « pouvoir de marché » qui a permis aux grandes sociétés multinationales d'exploiter leur personnel et de contrôler leurs clients et plus largement les citoyens pour accroître leurs profits tout en générant de graves problèmes écologiques.

Si les auteurs appellent de leurs vœux un processus de démocratisation plus significatif afin de résister à la domination des techniques et à la puissance démesurée d'un quelconque big data anonyme, encore faut-il que la démocratie ne s'arrête pas au seuil des institutions qui organisent la production et la redistribution des richesses ainsi que le financement de nos systèmes socio-productifs, en particulier les entreprises et les banques. C'est donc également la question du partage effectif des pouvoirs qui devrait être posée afin de mettre un terme aux changements technologiques mal maîtrisés dans les organisations et à la violence intrusive des techniques dans notre vie quotidienne.

Notes de lectures

par Jean-Michel Masson, <http://jmlasson.wordpress.com/>

Justice Environnementale. Vers de nouvelles injustices sociales

Damien Bazin, Éditions l'Harmattan,
137 pages juillet 2019



À la lecture du seul titre de cet ouvrage, le lecteur pourrait penser qu'il s'agit d'un ouvrage de droit sur l'état des sanctions juridiques infligées par les tribunaux. Pas vraiment. Il s'agit d'une réflexion

philosophique d'ensemble fondée sur une bibliographie dont beaucoup pourraient s'inspirer avant de s'exprimer sur les questions environnementales ou l'écologie en général.

Par exemple, l'auteur oppose le « maître possesseur » au « maître saccageur », en s'appuyant sur les dégradations anthropiques majeures et sur la notion de « catastrophisme environnemental ». Cela peut conduire à remettre en cause le capitalisme « effréné ». De nombreuses

inégalités sont amplifiées par les crises environnementales : entre catégories sociales, entre sexes, entre générations présentes et à venir. La notion de « réfugié climatique » n'est même pas encore actée par la Convention de Genève.

D'une manière générale, « les inégalités environnementales amplifient les inégalités sociales », selon l'auteur. Donc la notion de justice environnementale est imbriquée dans le cadre de la notion de justice sociale.

Une des causes premières des problèmes environnementaux est l'extractivisme. Les nations premières en ont particulièrement souffert, notamment au niveau de leurs droits civiques.

Tout cela débouche sur la nécessité d'un contrôle des agissements des entreprises en raison de leurs conséquences globales. D'où la notion d'anthropocène.

L'auteur développe également la notion de « capacités » individuelles et collectives à garantir. Cela passe par une évolution

des outils de mesure comme le PIB, pour inclure dans de nouveaux indices la notion de bonheur et ou la préservation des ressources, ce qui va bien au-delà de la valeur financière de la nature. Cela passe par des évolutions des schémas de pensée : l'anthropocentrisme hérité du christianisme est dévastateur.

La préservation de l'environnement peut néanmoins conduire vers des crises sociales qu'il faut prendre en compte. C'est ce qu'a fait le rapport Brundtland jadis. On peut ainsi évoluer de la notion de Développement Durable vers celle de Développement Social Durable.

Finalement, cet ouvrage remet en cause l'économie de pillage et le dumping social associé.

L'ouvrage ne débouche néanmoins pas sur des propositions alternatives comme le développement du commerce équitable ou le développement du coopérativisme.



Toujours sur LaRSG.fr